

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost – 75855 PARIS cedex 17

N° 13131 et N° 13132

**Dr A
Dr D**

Audience du 12 décembre 2018

Décision rendue publique par affichage le 12 février 2019

LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS,

Vu, 1°), enregistrée sous le n° 13131 au greffe de la chambre disciplinaire nationale le 4 avril 2016, la requête présentée pour le Dr E ; le Dr E demande à la chambre :
- l'annulation de la décision n° 5341, en date du 4 mars 2016, par laquelle la chambre disciplinaire de première instance de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse a rejeté sa plainte contre le Dr A, transmise par le conseil départemental des Bouches-du-Rhône de l'ordre des médecins ;

- qu'une sanction soit infligée à ce médecin ;

- et que soit mis à la charge du Dr A le versement de la somme de 1 000 euros au titre des frais exposés par lui et non compris dans les dépens ;

Le Dr E soutient qu'il exerce la pédiatrie depuis 1986 dans le cadre d'une activité libérale sous la forme d'une société d'exercice libéral (SEL) et au sein de la clinique X en vertu d'un contrat verbal ; qu'il y assurait, d'une part, le fonctionnement de la salle d'accouchement, des suites de couches et de la néonatalogie et, d'autre part, recevait sa clientèle privée une demi-journée par semaine et participait au service des gardes ; qu'il a fait venir à la clinique la plupart des pédiatres qui y exercent aujourd'hui ; qu'en 2012 un nouveau directeur a été nommé à la clinique, le Dr F, et qu'à partir de ce moment-là les relations du Dr E avec la direction n'ont plus été les mêmes ; que ses projets n'étaient plus acceptés et qu'il n'est pas parvenu à se faire entendre de la commission médicale d'établissement (CME) ; que, dans ce climat détérioré, il a découvert à la fin du mois de septembre 2014 que son nom ne figurait plus au tableau des gardes ; que la clinique X a rompu de façon brutale et abusive la relation contractuelle qui existait depuis 1986 ; que cette rupture qui lui a été annoncée au cours d'une réunion tenue le 25 septembre 2014 s'est faite sans qu'aucun des pédiatres de l'hôpital l'en prévienne ; qu'au cours de cette réunion, le Dr F a reproché au Dr E un incident survenu le 23 septembre 2014 à la relève de la garde et lui a signifié son exclusion de la maternité ; que tous et notamment le Dr G auquel il avait cédé une partie de son activité à l'hôpital ont eu une attitude anti-confraternelle ; que le Dr A a pris la parole pour accuser le Dr E d'avoir refusé de venir à une réunion ; que le Dr E a répondu qu'il n'avait pas été prévenu ; qu'une dispute verbale qu'il a eue le 23 septembre 2014 avec le Dr G qui l'avait provoquée ne peut être la cause de cette rupture des relations contractuelles ; qu'aucun des 11 médecins n'a agi envers lui avec loyauté ; que le Dr G a provoqué la dispute de façon à donner un motif à l'exclusion envisagée ; que seule la version de cette dispute donnée par le Dr G a été retenue par la direction de la clinique ; que le Dr E a été victime d'une manœuvre à laquelle tous les pédiatres ont participé ;

Vu la décision attaquée ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 6 juin 2016, le mémoire présenté pour le Dr A, qualifiée spécialiste en anesthésie-réanimation, qui conclut au rejet de la requête et à ce que le versement de la somme de 3 000 euros soit mis à la charge du Dr E au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost – 75855 PARIS cedex 17

Le Dr A soutient qu'elle n'est pas pédiatre mais anesthésiste-réanimateur et n'a rien à voir dans les démêlés du Dr E avec ses confrères ; qu'en sa qualité de secrétaire du comité médical d'établissement de la clinique X, elle a été contrainte de prendre acte des polémiques opposant le Dr E à ses confrères ; que le Dr E l'accuse d'avoir participé à un complot contre lui ; que c'est à la suite d'une nouvelle organisation de la maternité selon laquelle seuls les pédiatres exerçant une activité de garde de 24 heures pourraient à titre exceptionnel assurer une consultation privée au sein de la clinique que le Dr E qui avait cédé son activité au Dr G a été exclu des gardes à compter d'octobre 2014 ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 28 novembre 2016, le mémoire présenté pour le Dr E qui reprend les conclusions de sa requête en portant à 2 000 euros ses conclusions au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ; il reprend les mêmes moyens ;

Le Dr E soutient, en outre, qu'après la cession d'une partie de son activité au Dr G, il a continué à exercer à la clinique et figurait jusqu'en octobre 2014 au tableau des gardes ; que sa mise à l'écart à la fin de septembre 2014 a résulté d'un consensus entre tous les pédiatres ; que notamment les Drs G et A l'ont empêché de venir présenter ses projets à la CME en juillet 2014 ; que la chambre disciplinaire de première instance a condamné le Dr F à une sanction disciplinaire et, dans les motifs de sa décision, a mis en cause le Dr G ; qu'aucun des pédiatres et des anesthésistes associés à l'équipe pédiatrique ne l'a prévenu de la mesure qui allait le frapper ; que le Dr A, secrétaire de la CME et proche du Dr F, était nécessairement au courant des mesures qui allaient le frapper ; que les pédiatres et les anesthésistes ne pouvaient rester neutres dans le conflit opposant le Dr E à la direction de la clinique ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 12 juillet 2018, le mémoire présenté pour le Dr E qui reprend à nouveau les conclusions et les moyens de sa requête ;

Vu, 2°), enregistrée sous le n° 13132 au greffe de la chambre disciplinaire nationale le 4 avril 2016, la requête présentée pour le Dr E ; le Dr E demande à la chambre :
- l'annulation de la décision n° 5340, en date du 4 mars 2016, par laquelle la chambre disciplinaire de première instance de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse a rejeté sa plainte contre le Dr D, transmise par le conseil départemental des Bouches-du-Rhône de l'ordre des médecins ;
- qu'une sanction soit infligée à ce médecin ;
- et à ce que soit mis à sa charge le versement de la somme de 1 000 euros au titre des frais exposés par lui et non compris dans les dépens ;

Le Dr E fait valoir à l'appui de cette requête les mêmes moyens que ceux qu'il a développés à l'appui de la requête n° 13131 ;

Vu la décision attaquée ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 13 juin 2016, le mémoire présenté pour le Dr D, qualifié spécialiste en anesthésie-réanimation ; il conclut au rejet de la requête et à ce que le versement de la somme de 3 000 euros soit mis à la charge du Dr E au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

Le Dr D soutient qu'un climat conflictuel et anti-confraternel existait entre les pédiatres de la clinique et le Dr E en raison de l'attitude irrationnelle de ce dernier ; que celui-ci, qui ne prenait plus de gardes, les ayant cédées au Dr G, avait un accord verbal de la direction de la clinique pour effectuer des consultations privées, créant un dysfonctionnement au sein du service ; qu'il n'a jamais été élu à la CME et n'était pas

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost – 75855 PARIS cedex 17

titulaire d'un DIU de pédiatrie ; que la nouvelle organisation des tours de garde ne lui permettait plus d'occuper une salle le mardi matin ; qu'il s'est mis en marge de l'équipe pédiatrique et a refusé d'en signer le règlement intérieur ; que c'est la direction de la clinique qui a exclu le Dr E et que le Dr D n'avait pas à prendre parti dans le conflit l'opposant au Dr G ; qu'en tant que président de la CME, le Dr D a tenté une conciliation qui s'est révélée impossible en raison du comportement du Dr E ; que l'exclusion du Dr E a été motivée par l'agression qu'il a commise sur la personne du Dr G le 23 septembre 2014 ; que les accusations du Dr E sont incohérentes et infondées ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 28 novembre 2016, le mémoire présenté pour le Dr E qui reprend les conclusions de sa requête en portant à 2 000 euros ses conclusions au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ; il reprend les mêmes moyens que ceux qu'il a présentés dans l'affaire n° 13131 ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 12 juillet 2018, le mémoire présenté pour le Dr E qui reprend à nouveau les conclusions et les moyens de sa requête ;

Vu les autres pièces des dossiers ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la santé publique, notamment le code de déontologie médicale figurant aux articles R. 4127-1 à R. 4127-112 ;

Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, notamment le I de l'article 75 ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 12 décembre 2018 :

- le rapport du Dr Ducrohet ;

- les observations de Me Duteil pour le Dr E et celui-ci en ses explications ;

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost – 75855 PARIS cedex 17

APRES EN AVOIR DELIBERE,

1. Considérant que les requêtes n° 13131 et 13132 du Dr E, dirigées contre les Drs A et D présentent à juger les mêmes questions ; qu'il y a lieu de les joindre pour statuer par une seule décision ;

2. Considérant qu'il résulte de l'instruction que le Dr E, qualifié spécialiste en pédiatrie, exerçait notamment à la clinique X, établissement dans lequel il assurait depuis 1986 à la fois un service de garde en néonatalogie en lien avec le service de maternité et une activité de consultation ; que si, par un contrat conclu en octobre 2010, il avait cédé une partie de cette activité et notamment une partie de ses gardes au Dr G avec lequel il s'était associé, il en avait conservé une partie ; que, le 23 septembre 2014, il a constaté que son nom ne figurait plus au tableau prévisionnel des gardes pour le trimestre à venir sans qu'aucune explication lui soit donnée sur les motifs de son éviction ; qu'ayant ce même jour interrogé les Drs D et A, ceux-ci lui ont déclaré ne pas être informés de cette exclusion ; qu'après qu'il eut reçu par l'intermédiaire d'un autre confrère, le Dr J, une convocation à une réunion organisée le 25 septembre par le Dr F, directeur de la clinique, il a de nouveau interrogé le Dr D qui lui a assuré en ignorer l'ordre du jour ; qu'au cours de cette réunion à laquelle participaient notamment les Drs D et A il a été mis fin de façon brutale et sans aucun préavis à son contrat avec la clinique ;

3. Considérant qu'en leur qualité respectivement de président et de secrétaire du comité médical d'établissement de la clinique, le Dr D et le Dr A étaient nécessairement informés des motifs de l'exclusion du Dr E du tour de garde, de ce que la direction de la clinique envisageait son éviction de la clinique et que tel était bien l'unique objet de la réunion convoquée pour le 25 septembre ; qu'en feignant de l'ignorer et en ne faisant aucune démarche auprès de leur confrère pour au moins le prévenir de ce qui allait advenir, ils ont l'un et l'autre manqué au devoir de confraternité inscrit à l'article R. 4127-56 du code de la santé publique ; qu'il y a lieu de leur infliger pour ce motif la sanction de l'avertissement et d'annuler en conséquence les décisions du 4 mars 2016 de la chambre disciplinaire de première instance de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse rejetant les plaintes du Dr E ;

4. Considérant que les dispositions du I de l'article 75 de la loi du 10 juillet 1991 font obstacle à ce qu'il soit fait droit aux conclusions du Dr D et du Dr A relatives aux frais non compris dans les dépens qu'ils ont exposés ; qu'il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, d'accueillir les conclusions du Dr E ayant le même objet ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Les décisions n° 5340 et 5341 de la chambre disciplinaire de première instance de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse, en date du 4 mars 2016, sont annulées.

Article 2 : Un avertissement est infligé au Dr D et au Dr A.

Article 3 : Les conclusions pécuniaires des parties sont rejetées.

Article 4 : La présente décision sera notifiée au Dr A, au Dr D, au Dr E, au conseil départemental des Bouches-du-Rhône de l'ordre des médecins, à la chambre disciplinaire de première instance de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse, au préfet des Bouches-du-Rhône, au directeur général de l'agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte-d'Azur,

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

4 rue Léon Jost – 75855 PARIS cedex 17

au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Marseille, au conseil national de l'ordre des médecins, au ministre chargé de la santé.

Ainsi fait et délibéré par : Mme Aubin, président de section honoraire au Conseil d'Etat, président ; MM. les Drs Bouvard, Ducrohet, Emmerly, Fillol, Hecquard, membres.

Le président de section honoraire au Conseil d'Etat,
président de la chambre disciplinaire nationale
de l'ordre des médecins

Marie-Eve Aubin

Le greffier en chef

François-Patrice Battais

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.